



DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N° : 2025-06-50

Nombre de membres composant
le Conseil Municipal : 32
Membres en exercice : 32

L'AN DEUX MILLE VINGT-CINQ, LE 27 JUIN

LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DU RAINCY, DUMENT CONVOQUE PAR M. LE MAIRE, S'EST ASSEMBLE AU LIEU ORDINAIRE DE SES SEANCES, EN SESSION ORDINAIRE

Date de convocation : 20 juin 2025

Date d'affichage : 20 juin 2025

VOTE :

Pour : 32

Contre : 0

Abstentions : 0

Présents : Présents : Jean-Michel GENESTIER - Maire, Chantal RATEAU, Montasser CHARNI, Marie-Thérèse CORDONNIER, Didier GERVAIS, Sonia BEAUFREMEZ, Annie SONRIER, Thomas VAUTRIN- Adjoints au Maire
Michel BARRIERE, Jocelyne PAIGNON, Nicolas REDON, Marc LAMBLIN, Michel ROUBY, Olivier BELLATON, Didier BELOT, Bernard CACACE, Patricia BIZOUERNE, Arlette ACOCA, Michel NUGUES, David PEREIRA, Lydia TCHARLAIAN, Nicolas CUADRADO, Nathalie RIBEMONT, Pierre-Marie SALLE, Corinne RAOULT.

Absents et représentés : Sacha CAUDRON (pouvoir à Sonia BEAUFREMEZ), Steve EGOUNLETI (pouvoir à Montasser CHARNI), Noëlle SULPIS (pouvoir à Arlette ACOCA), Gilbert MINELLI (pouvoir à Chantal RATEAU), Patricia DJOSSOUVI (pouvoir Nicolas CUADRADO), Sandrine LADISA (pouvoir à Corinne RAOULT), Marc LAMBLIN (pouvoir à Bernard CACACE), Nicolas RONDEPIERRE (pouvoir Nathalie RIBEMONT)

SECRÉTAIRE DE SEANCE : Thomas VAUTRIN

Objet :

DEMANDE DE SUBVENTION AUPRES DE LA METROPOLE DU GRAND PARIS CONCERNANT LA MISE EN PLACE DE DEFIBRILLATEURS

RAPPORTEUR : Monsieur le Maire

NOTE DE SYNTHÈSE :

La Ville souhaite renforcer son dispositif de mise à disposition de défibrillateurs dans les bâtiments publics municipaux mais aussi sur les lieux de passages et espaces ouverts.

Bien que la réglementation autorise la mutualisation des défibrillateurs pour différents bâtiments publics à la condition de pouvoir utiliser les défibrillateurs dans les cinq minutes, la Ville souhaite doter les bâtiments disposant déjà de matériels supplémentaires dès lors que ces équipements sont classés ERP et possèdent différents étages.

De plus, et à la demande de la collectivité, des associations et des gérants de lieux fréquentés ont répondu favorablement pour disposer d'appareils au sein de leurs établissements.

Ainsi la Ville souhaite se doter de 10 défibrillateurs fixes et de 7 défibrillateurs mobiles pour un montant total de 29 912,33 euros HT de matériel auquel il faut ~~ajouter le coût de pose et d'installation.~~

Accusé de réception en préfecture
093-219300621-20250707-2025-06-50-DE
Date de télétransmission : 07/07/2025
Date de réception préfecture : 07/07/2025

Les dispositifs de subvention de la Métropole du Grand Paris permettent d'obtenir une subvention. Dans ce cadre, il est demandé au Conseil Municipal d'autoriser le Maire à solliciter une subvention pour l'année 2025 auprès du Président de la Métropole du Grand Paris.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

LE CONSEIL MUNICIPAL, APRES EN AVOIR DELIBERE, DECIDE A L'UNANIMITE :

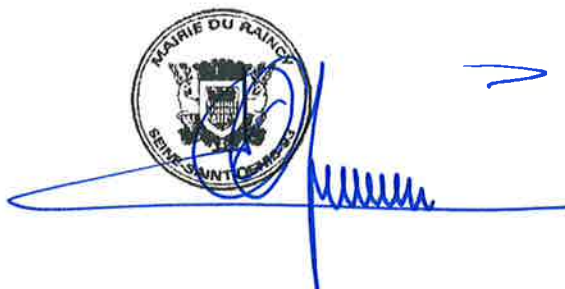
ARTICLE 1 : AUTORISER Monsieur le Maire à solliciter une subvention au titre des dispositifs d'aides de la Métropole du Grand Paris pour l'achat de défibrillateurs fixes et mobiles.

ARTICLE 2 : AUTORISER Monsieur le Maire à signer tout document produit à cet effet.

ARTICLE 3 : DIRE que les dépenses afférentes aux travaux à réaliser seront prélevées sur les crédits ouverts au Budget Communal et que la recette sera constatée à ce même Budget.

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an
susdits (au registre suivent les signatures),
POUR EXTRAIT CONFORME

Jean-Michel GENESTIER,
Le Maire



La présente Délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Conformément aux termes de l'Article R 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de, respectivement un et deux mois, pour saisir le Tribunal.

Accusé de réception en préfecture

04/06/2024

Date de réception préfecture : 07/07/2025